

## POUR UNE NOUVELLE RATIONALITÉ POLITIQUE <sup>1</sup>

La situation actuelle de nos démocraties, que l'on peut indifféremment qualifier de développées, libérales, bourgeoises ou capitalistes, exige, de la part du philosophe, et plus généralement de l'intellectuel, toujours, volens nolens, embarqué, comme disait jadis Pascal, ou engagé, comme on disait naguère, une attention critique d'autant moins complaisante qu'elle se trouve confrontée à des phénomènes inédits, au programme donc de tâches créatives. Brecht avait bien cerné ce courage de la pensée, insubstituable à la fois et indispensable à l'agir collectif auquel il assignait trois directions : attaquer (il disait "détruire") l'idéologie bourgeoise, être attentif aux forces qui font bouger le monde, faire progresser la théorie<sup>2</sup>. C'est dans ce cadre que j'avancerai quelques brèves propositions.

### 1. DE L'IDÉOLOGIE DOMINANTE.

Il ne fait plus de doute qu'il est aujourd'hui un discours de l'idéologie dominante, en France à tout le moins, et qu'il est également produit, à travers les péripéties politiques de ces dix dernières années (alternance et cohabitation) par la droite et par la gauche. Les nuances qui existaient entre ces deux "sensibilités", chirurgie brutale pour la première, douce pour la seconde, n'ont cessé de s'estomper : le gouvernement Rocard a, pour l'essentiel, reconduit l'arsenal juridique de son prédécesseur (privatisations, lois Pasqua et Méhaignerie, etc.). Ce discours est articulé sur l'acceptation de la "crise", avec ce C qui est la majuscule du capital, ou plutôt sur l'interprétation qui en expose la fatalité et donne sa logique comme inéluctable. Il est celui du libéralisme dont les socialistes ont activement repris les valeurs : réhabilitation du marché, de l'entreprise, du profit et de la concurrence.

Il s'efforce d'imposer en direction de toutes les couches sociales et dans tous les domaines le triple mot d'ordre :

- du consentement, ou du consensus, autour des options économiques de la gestion des rapports capitalistes de production, de la défense, du surarmement, du nucléaire, des rapports Nord/Sud présentés avantageusement comme "dialogue", de l'Europe des multinationales dont on affecte de préserver le côté "social", et des institutions de la Vème République, -autrefois qualifiées, par l'actuel chef de l'Etat, de "coup d'Etat permanent" ;
- de la solidarité, qui évacue les conflits et substitue aux luttes de classes, déclarées caduques, les discussions entre "partenaires sociaux" ; "nouveaux pauvres" et "nouveaux riches" (ces derniers bien moins évoqués que les premiers) sont conviés aux efforts communs ;
- des sacrifices, qui provoquent la remise en cause de la protection sociale et des droits acquis des travailleurs ; la mobilité et la précarité des emplois, les "petits boulots" et la variété des contrats d'assistance sont offerts comme la seule réponse possible aux formes d'exclusion. Le vocabulaire politico-journalistique répercute cette situation, sous ses différents registres, de façon significative :
- cynique : la "société duale", partagée en "gagnants" et "perdants" ; la "politique spectacle", qui renonce à toute différence entre responsables élus, spécialistes et histrions, la "politique politicienne", qui est toujours comme il se doit, celle de l'adversaire ;

---

<sup>1</sup> 1ère publication : Raison présente, n° 77, 1985

<sup>2</sup> "Quels services le prolétariat attend-il des intellectuels ?", apud *Ecrits sur la politique et la société*, Paris, L'Arche éd., 1967, p. 48.

-apparemment neutre : "société de consommation" ou de "communication" ; opposition entre la "classe politique", dont effectivement, toutes appartenances confondues, les membres confisquent l'exercice du pouvoir, parfois de façon héréditaire, et la "société civile", à laquelle on emprunterait, le temps d'un remaniement ministériel quelques outsiders (étrange destin d'un concept passé de Hegel à Gramsci) ;

-ouvertement apologétiques campagnes pour les droits de l'homme et l'Etat de droit qui vérifient en effet, et sans doute à l'insu de ses thuriféraires, que le juridique demeure bien le centre de l'idéologie dominante, le discours de légitimation qui assure la "dictature de l'économie"<sup>3</sup> sur l'ensemble des autres instances de la structure sociale.

## 2. LES MALADIES DE LA DÉMOCRATIE.

Il n'a jamais existé, ailleurs que dans l'utopie, de démocratie idéale. Liberté et égalité, jusqu'ici déjà si mal conciliables entre elles, le sont davantage encore avec la propriété. On sait cela depuis 89. Aucun régime démocratique n'a été exempt de tares. Le nôtre a les siennes propres. Le discours qui les voile ne peut les effacer. Elles sont patentes et exposées comme telles par nombre d'observateurs lucides et même dans les rapports de commissions officielles, auxquels il suffit de ne pas faire de publicité pour qu'ils n'existent que le temps d'une information. Je me borne à une simple liste, qui ne prétend même pas à l'exhaustivité :

- la dite "grande pauvreté", qui apparaît comme la découverte de cette fin du XXe siècle ;

- la soumission aux pouvoirs publics ou privés de la part d'une justice de classe, malade de ses dénis du droit ; de la part également de la presse et des médiats ;

- le maintien et, pour certaines, l'aggravation des inégalités, entre sexes, entre références culturelles, devant l'emploi, devant l'impôt, devant le salaire, devant l'instruction et le savoir (autre grande découverte que celle de "l'illettrisme")<sup>4</sup> ;

- la surexploitation du Tiers-Monde, qui, par une dette proprement impayable, le conduit à la famine permanente et à la mort ;

- les aventures militaires néocoloniales ;

- la subordination, depuis la (sous)culture médiatique jusqu'aux marchés financiers, aux intérêts nord-américains ;

- les pratiques systématiques du secret en matière militaire, économique et internationale ;

- les scandales politico-financiers qui ne sont que les accidents de la corruption généralisée accompagnant les pouvoirs ;

- la vassalisation de la recherche scientifique (et des crédits qui lui sont impartis) aux intérêts des monopoles ;

- la destruction, à l'échelle planétaire, des équilibres naturels ;

- les gaspillages d'une marchandisation forcenée qui amène l'Europe au "gel des terres" et à la destruction massive de produits de première nécessité.

De la logique qui gouverne notre contemporanéité, j'isolerai trois phénomènes dont l'originalité ne manque pas de retenir l'attention.

## 3. L'EXCLUSION POLITIQUE.

---

<sup>3</sup> L'expression est de P. Zarifian et C. Palloix, *La société post-économique*, Paris, L'Harmattan éd., 1988, P. 7.

<sup>4</sup> Un Français sur cinq éprouve des difficultés pour lire et pour écrire, Etude du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme, oct. 1988.

On connaît les traditionnels exclus de nos sociétés d'abondance et de droit de l'homme, dont le nombre, dont on s'accommode, ne cesse de croître : les immigrés (autour de trois millions), les chômeurs (environ autant, non compris les TUC), les pauvres officiels (à la moitié du SMIG, -2 millions et demi)<sup>5</sup>, sans compter les autres catégories dites "marginalisées". Des marges qui mangent la page. Mais voit-on suffisamment que le phénomène de l'exclusion politique est beaucoup plus large ? Il est abruptement enregistré sous deux rubriques statistiques complémentaires, qui ne font guère la une des journaux. La première est celle de l'abstention électorale : aux européennes de 1979, plus de 30%, qui passent à plus de 43% en 1984 ; aux législatives de 1986, 21,53%, soit 7 millions<sup>8</sup> ; les chiffres étaient, en 1981 (s'en souvient-on ?) de 29,13%, soit plus de 10 millions et seulement de 16,68%, soit moins de 6 millions, en 1978. La seconde, plus discrète encore, est celle de la non-inscription sur les listes électorales. D'après un sondage du *Monde* (Campus, n°1) elle concerne 21% des étudiants qui ne sont pourtant ni pauvres, ni sans emploi, ni déclassés. Notons qu'en région parisienne, l'électorat communiste "compte de moins en moins de jeunes (6% des 18 à 24 ans en 1986, contre 28% en 1978) et de moins en moins d'ouvriers (20% contre 36%)". Perte de la parole, perte de la représentation, déjà attestées par la désertion accrue des syndicats et des formations politiques de gauche, expriment le vrai "retrait du politique", lui-même politique, puisque l'abstention est devenue, de plus en plus, un vote qui a ceci de particulier que l'auto-mise à l'écart s'y constitue comme la seule réponse appropriée à une mise à l'écart de fait. Le faisceau des causes d'une telle attitude est connu (cf. ci-dessus 1. et 2.) et sa leçon aveuglante : l'absence, désormais théorisée, de tout projet transformateur, de tout avenir politique pour lequel s'engager, achève de miner nos démocraties "modernes". Il est sinistre d'avoir vingt ans aujourd'hui.

#### 4. LA TRAHISON DES CLERCS.

Il convient de rendre à César ce qui lui appartient. La gauche au pouvoir (deux fois en huit ans) a réussi, nonobstant sa discrétion sur son bilan, où la droite avait échoué : elle a enterré toute idée de changement, si minime soit-il. L'hégémonie du parti socialiste (en fait une fédération conjoncturelle de tendances et de d'intérêts), conjuguée au considérable recul du parti communiste que sa direction ne voue plus qu'à auto-conservation), a rallié massivement les intellectuels, provoquant un phénomène spécifiquement français, autrefois diagnostiqué par Julien Benda comme "trahison des clercs". Avec un bel empressement, les couches de l'intelligentsia élèvent à la théorie leurs propres reniements et s'installent dans les allées du pouvoir. Le thème de la "mort du marxisme" fait évidemment recette, au sens propre du mot. En transformant les culpabilités en anathèmes, non sans terrorisme verbal, elle assure de confortables positions morales, sociales et médiatiques. Deux préfixes symptomatiquement font fortune :

- néo-, pour nouvelle économie, nouvelle philosophie, nouvelle histoire ou nouvelle cuisine ; et, suprême ruse, néo-libéralisme qui habille...les bonds en arrière ;  
-post-, pour, entre autres, post-capitalisme, post-socialisme et, le fin du fin, à l'extension universelle, post-modernisme.

---

<sup>5</sup> "Pour la Communauté économique européenne est considéré comme pauvre tout individu dont le revenu net est inférieur à la moitié du revenu net moyen du pays où il habite. On en compterait en France environ huit millions". P. Fabra, apud *Le Monde*, 11 oct. 1988.

Les étranges concepts d'humanisme "négatif", ou "empirique"<sup>6</sup>, et "l'éthique communicationnelle"<sup>7</sup>, prennent en charge, dans une belle table rase, le sort de l'occident. L'acharnement, quant à lui bien réel, des concurrences refait à l'individualisme une virginité de jungle urbaine.

Quelques événements récents illustrent cette glorieuse "fin de l'idéologie", ou des "grands récits", et tentent d'imposer à la planète le nec plus ultra de la rive gauche de la Seine :

- lors de leurs funérailles, l'apologie de la lucidité de Raymond Aron complaisamment opposée aux errements de Sartre ;
- le vingtième anniversaire de 68, où le bruyant concert des petits maîtres s'emploie, à grands frais journalistiques, à rayer la mémoire d'une secousse de masse et tourne en dérision ses effets les plus subversifs ;
- ladite "affaire Heidegger" qui ridiculise un quarteron de nouveaux de nouveaux diadoques, ne leur laissant le choix qu'entre l'ignorance et le mensonge ;
- enfin, ce sommet, la commémoration du bicentenaire de la révolution dont, toute vergogne écartée, l'idéologie dominante entend se faire un miroir ; tout en brandissant leurs épées de bois des "Drouadlom" (Régis Debray)<sup>8</sup>, nos clercs, en proie au festif et au consensuel, ne refusent pas seulement la célébration en "bloc", ils se réjouissent de la réunion des sept pays les plus riches du monde au prochain 14 juillet.

La mode régnante n'en finit plus avec son travail du deuil. On sait qu'elle n'épargne ni les luttes, exemplaires aux yeux même des repentis actuels, d'hier (Cuba, Vietnam, Algérie...), ni celles d'aujourd'hui (Nicaragua, Palestine...). Rien de surprenant, dans de telles conditions, d'assister au développement, au sein des couches les plus défavorisées, d'idéologies nationalistes, irrationalistes (cf. ce que l'on appelle pudiquement "le retour du religieux") et même ouvertement fascistes. Tant il est vrai comme disait Goya, que le sommeil de la raison engendre toujours les monstres.

Cela dit, je n'entends nullement instruire ici un quelconque procès à l'intelligentsia, ni lui imputer des responsabilités qui lui incombent d'autant moins que son attitude n'est que le symptôme de conditions historiques et idéologiques (déceptions militantes ; critique du stalinisme et des bureaucraties "socialistes" ; longue pénitence dans l'opposition...). Il n'en faut pas moins prendre au sérieux les accusations réitérées ces dernières années contre le "silence des intellectuels" ou celui des "philosophes". Elles désignent ce fait d'une démission de la pensée contestataire, en rupture avec une tradition suivie de Voltaire à Sartre.

## 5. LA CRIMINALISATION DU CAPITAL.

Il ne s'agit là que d'un effet, mais il est notable, d'un véritable fleuron de notre modernité. On ne le trouvera pas dans les pages les plus sévères de "l'accumulation du capital", à l'envi déclarées caduques et pourtant si actuelles. Il ne se confond ni avec l'existence des oligopoles ni avec celle des complexes militaro-industriels, ni avec le règne du capital spéculatif, dont on relèvera, au passage, qu'il confère au "fétiche automate" (l'équation A-A') du père Marx, une solide réalité. Loin d'apporter quelque supplément d'âme à ces nouveautés, il en est parfaitement solidaire et représente l'apogée d'un mode de production fondé sur la marchandise et le profit.

<sup>6</sup> La première expression est de L. Ferry, la seconde de J. Vries (pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires).

<sup>7</sup> J.-M. Besnier et J.-P. Thomas, *Chronique des idées d'aujourd'hui*, Paris, P.U.F. 1987 ; l'excellent diagnostique établi par cet ouvrage se conclut par cette perspective, inspirée de Habermas.

<sup>8</sup> Apud *Que vive la République*, Paris, O. Jacob éd., 1989, P. 167.

"Criminalisation", cela n'a rien à voir, non plus, avec la morale, le capital étant, de par sa nature, par delà le bien et le mal. Le terme n'en est pas moins adéquat à la stupéfiante extension du statut de marchandise : aux enfants (pas seulement ceux du Tiers-Monde), en tant que travailleurs et en tant que personnes physiques et morales ; aux femmes, au sang et aux organes, librement vendus par les pauvres aux trusts pharmaceutiques ; enfin, bien sûr, aux drogues de toutes sortes. Le capital "propre" se trouve pénétré, investi par le capital "sale". L'argent qui n'a, c'est bien connu, ni odeur, ni origine, confond désormais les circuits en principe séparés du crime et de la politique. Dans le strict trois-pièces de l'honorabilité, qui n'est plus seulement suisse, depuis l'affaire Kopp, le budget des maffias équivaut à celui des Etas. Le fric de la prostitution, de la drogue et des trafiques en tous genres se recycle, ou se "blanchit", comme on dit, tranquillement dans les "affaires", et les oxygène en permanence, en faisant fi des frontières, aux Etats-Unis, au Japon, dont "l'exemple" est tant célébré, en Italie, et ...ailleurs. Sans compter les avantages : coût social à la charge des contribuables et anesthésie, stricto sensu, des pans entiers de la jeunesse. L'industrie cinématographique ne s'y est pas trompée, qui offre en pâture, par d'innombrables sagas, la figure de ces héros modernes, les Al Capone, ombres portées de tel président confit en puritanisme ou en humanisme, ou de tel P.D.G. soucieux de bonnes œuvres.

Un politologue distingué et au dessus de tout soupçon ne craint pas de parler, au lendemain du referendum sur la Nouvelle Calédonie, qui établit le record absolu de l'abstention (63%), d'une "démocratie de citoyens passifs"<sup>9</sup>. Passifs, comme l'étaient les "impropriétaires" de 1789, année bénie des droits de l'homme.

## 6. LES EXIGENCES DÉMOCRATIQUES.

Face à ce tableau, que j'ai passablement édulcoré, face à l'énorme essor des forces productives qui impose une recomposition du capital en termes de classes et des formes mondialisées de l'exploitation (versant caché de "l'économie-monde"), quelles sont les possibilités d'une alternative qui met à l'ordre du jour, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, l'exigence démocratique et son manque à gagner, creusé chaque jour, qu'il s'agisse du politique, du social, de l'économique ou de l'international ?

Ces possibilités existent, elles sont réelles. Mais on ne s'étonnera pas, dans une phase historique de régression et d'inculcation consensuelle massive, d'voir à les rechercher sous le masqué et l'enfoui de l'idéologie dominante, dans les replis qui entreprennent déjà de la miner, fût-ce dans le désordre et l'incertitude de leurs finalités. Je me bornerai, à nouveau, à de brèves indications. Tout d'abord, dans nos régimes occidentaux, on se gardera de sous-estimer les acquis matériels et moraux de pratiques bi-séculaires d'engagements démocratiques, dus, avant tout, aux luttes du mouvement ouvrier. Une épaisseur s'est constituée qui résiste aux remises en question et qui a fait défaut, à l'Est comme au Sud. Elle forme le sol sur lequel, dans des conditions nouvelles, se sont développées à la fois les revendications auto-gestionnaires, auxquelles s'étaient ralliés en 1981 les partis et les syndicats de gauche, -sans lendemain il est vrai, et les mouvements prétendument issus de la "société civile", féministe, associatif, écologiste et pacifiste. Elle a inspiré les contestations internes aux organisations, notamment le P.C.F. L'apparition, même éphémère, des coordinations ouvrières et étudiantes, les grandes manifestations de solidarité avec les immigrés, entre autres, manifestent la volonté de renouvellement des luttes sociales et bousculent les appareils encore enfermés dans leurs

---

<sup>9</sup> A. Duhamel, apud *Le Monde*.

contradictions. Il en va de même pour la récente (en France) mobilisation "verte", qui, si elle ne parvient pas encore à ses propres clarifications, ouvre néanmoins une issue aux exclus politiques et pose, à nouveaux frais, la question des alliances. Les souvenirs de la guerre d'Algérie, longtemps censurés par la mémoire collective, commencent à ressusciter, en faveur des Palestiniens et de Canaques, les réflexes anti-colonialistes. La commémoration du bicentenaire elle-même se fissure et l'An II refait surface sous les endormissements officiels. Il n'est en outre pas vrai évidemment que tous les intellectuels soient des traîtres ou des repentis, ni que les jeunes se satisfont du choix entre l'attaché-case et la seringue, ni moins encore, que les travailleurs se résignent au revenu minimum d'indignité<sup>10</sup>...

Je ne craindrai pas, au risque d'apparaître comme paradoxal ou utopiste (mais je n'ai rien contre l'utopie qui malmène les ordres établis), de qualifier d'éléments du communisme ces contestations dispersées. Pourquoi ne seraient-ils pas aussi présents dans nos démocraties libérales que le sont les éléments, à tout le moins, de capitalisme dans les sociétés dites du socialisme "réellement existant" ? Il y a beau temps que les murailles de Chine se sont effondrées et les manichéismes avec elles. Ne s'agirait-il que d'un article de foi : la recomposition des dominés, qui assurément ne fait pas la une, est bel et bien au travail, et peut-être moins aveugle que la "vieille taupe" qui lui sert d'emblème.

## 7. DU CÔTÉ DE LA THÉORIE.

C'est ici le terrain le moins sûr. Il faut pourtant s'y engager. Quelles perspectives pour une ligne alternative ?

Deux paraissent d'emblée et par hypothèse devoir être écartées. La première est la social-démocrate dont le réalisme affiché consiste à accepter la crise et à gérer les rapports capitalistes de production. Elle a beau se prévaloir, face à la droite ultra-libérale et aux outrances de l'extrême droite, de préoccupations et, parfois, de quelques mesures sociales, elle ne parvient ni à limiter les dégâts, ni à endiguer les régressions. Elle demeure au contraire prisonnière du système dont elle a intériorisé largement les valeurs. La récente évolution des socialistes français, aux dires même de ses leaders<sup>11</sup>, et en dépit de contestations internes de peu d'écho, suffit à le prouver. Derrière le triomphalisme électoral, son discours est celui de la résignation. La seconde, qui n'est nullement propre à certains secteurs de l'extrême gauche, s'attarde aux nostalgies volontaristes et aux prêches sur la rédemption par le prolétariat. Le non-agir opportuniste qui tire des traites sur un avenir non programmé et en appelle aux "gens", n'en est que la contre-partie molle. Où trouver des modèles gouverneurs et des références fiables, quand ceux-là mêmes qui les incarnaient s'engagent à vive allure dans leur propre déconstruction ?

La soi-disant "troisième voie" social-démocrate, baptisée aussi "nouvelle gauche", s'étaie de cette seconde attitude. Elle conjugue sortie du stalinisme et mondialisation du marché pour provoquer les ralliements à ses cures d'austérité et conforter ses consensus, grâce à la caution de nombreux transfuges. Non sans raison et les problématiques de la post-modernité ne sont pas toutes sans fondement, à la remarquable exception près du dépassement du capitalisme.

---

<sup>10</sup> Transcription du sigle R.M.I. : (revenu minimum d'insertion) par R. Jacoud, apud *Le Monde* 13 déc. 1988.

<sup>11</sup> Du "sale boulot" de L. Fabius au "Oui, nous gérons" de M. Rocard, tous deux alors premiers ministres en exercice. M. Debarge, secrétaire national du P.S., confesse : "Le P.S. mange social-démocrate, il respire social-démocrate, il travaille social-démocrate, il rêve encore un peu révolutionnaire." (Apud *Politix*, n° 37, 10-17 nov. 1988).

Une troisième perspective théorique mérite une toute autre considération. Récusant la première, elle fait siennes également les critiques adressées à la seconde, sans accepter la récurrence de Staline à Marx (ni du Goulag à Robespierre) et se réclame d'un marxisme rénové. Sa thèse centrale : le retournement du libéralisme contre lui-même. Une excellente expression en est donnée par l'ouvrage de Bowles et Gintis, *Democracy and Capitalism*, traduit en français sous le titre accrocheur de *La démocratie post-libérale*<sup>12</sup>. Selon ces deux auteurs, si le discours libéral est actuellement indépassable dans les sociétés capitalistes avancées, il n'en est pas moins "malléable" et recèle des potentialités radicales (p. 9, p. 290), susceptibles d'ouvrir la voie à l'exigence démocratique. Sur le capitalisme, point d'illusions : "aucune société capitaliste ne peut être raisonnablement qualifiée de démocratique" (p. 11). Mais le "marxisme classique" est, lui aussi, "théoriquement antidémocratique" (p. 43) et les marxistes n'ont pas su voir combien la bureaucratie d'Etat centralisée contrecarrait la "responsabilisation démocratique" (p. 248). La tâche, à finalité pratique (p. 257), consiste en conséquence à jeter les bases d'un nouveau compromis institutionnel historique qui prendra le relais des précédents (lockien, jeffersonien, madisonien et keynésien) –p. 58-59 et passim). "Dans notre modèle, la démocratie et la liberté interviennent l'une et l'autre dans l'estimation des institutions économiques, ce qui nous permettra de présenter d'une manière équilibrée les exigences conflictuelles des droits de propriété et des droits individuels" (p. 103). La dynamique démocratique, à la fois post-libérale et post-marxiste, se propose de "poursuivre l'expansion des droits de la personne, et donc de responsabiliser démocratiquement l'exercice des droits de propriété comme du pouvoir par l'Etat" (p. 247). Rousseau est sa figure de référence et la conciliation enfin réussie de la souveraineté populaire et de la liberté (p. 253-254). Son objet : briser la coupure privé/public qui rend invisible le pouvoir en économie (p. 102). Son moteur : "la vitalité de communautés démocratiques qui s'élèveraient entre l'Etat et l'individu" (p. 283) et la promotion de "nouveaux espaces publics de liberté" (H. Arendt citée p. 284). Et c'est précisément en tant qu'elle est engendrée par les conditions historiques antérieures que "sa mise en pratique n'exige aucun bouleversement majeur de la dynamique sociale" (p. 250).

#### 8. LA QUESTION DE LA RUPTURE.

Il ne paraît pas illégitime de rapprocher ces séduisantes propositions de processus de réformes actuellement engagé dans les pays socialistes, notamment en U.R.S.S., avec la *glasnost* et la *perestroïka*, dont Bowles et Gintis ne traitent pas. Sans qu'il s'agisse ici d'assurer un jugement qui excéderait largement mon propos, une double réhabilitation, dans les réformes en question, me paraît notable. La première est celle de la démocratie. Après des décennies de rudes attaques contre ses droits déclarés purement "formels" la démocratie "bourgeoise" se voit à ce point reconsidérée que ses valeurs apparaissent comme transférables, dans les institutions aussi bien que dans les pratiques sociales et les relations internationales. La seconde est celle du marché, objet de tant d'attentes, de l'essor de la production à la consommation et aux échanges, de la régulation à la vérité des prix et des emplois. De l'Union soviétique à la Hongrie, de la Chine à la Pologne, de la Yougoslavie aux aggiornamenti des partis communistes occidentaux, se multiplient les audaces, naguère encore qualifiées d'hérésies. Le temps semble bien loin des défis khrouchtcheviens sur la taille comparée des maïs "capitalistes" et "socialistes".

---

<sup>12</sup> Basic Books Inc., New-York, 1986 ; Paris, La Découverte, 1988, pour la traduction française à laquelle nous nous référons ici.

Dans leur hardiesse, les nouvelles N.E.P. renvoient aux calendes la concurrence entre les systèmes économiques antagonistes. Le libéralisme, retravaillé ou non, et l'équation démocratie-marché qui fait si bon ménage avec l'idéologie des Droits de l'Homme, auraient ainsi scellé toute une période historique.

Pour en rester au plan théorique, quelques remarques s'imposent toutefois. Laissons de côté, au bénéfice du doute, puisque l'affaire n'en est qu'à ses prolégomènes, la question des réformes à l'Est et des illusions qu'elles ont encore à découvrir, en particulier en matière de marché...

S'agissant du retournement du libéralisme, qui était notre objet, il offre, hélas, place au scepticisme. Chez nos deux auteurs par exemple, qui ne dissimulent nullement leurs présupposés, la thèse de "l'hétérogénéité du pouvoir", en ce qu'elle déplace, pour ne pas dire dilue, les relations entre exploitation, domination et classes, laisse intacte la question du pouvoir et celle de l'Etat, banalisées par les formes du politique (p. 46-47)<sup>13</sup>. Une observation analogue est à faire concernant "la structure hiérarchique de l'entreprise", ravalée au rang de "méthode de minimisation des coûts par l'organisation du travail" (p. 272). Et que penser de la véritable excentration de "la propriété privée ou publique des moyens de production", à laquelle "on peut répondre de manière diverse (...) en fonction de conditions particulières différentes et des normes de liberté et responsabilisation démocratique" (p. 285) ? Comment faire advenir la "démocratie post-libérale" ? Sur quelles forces sociales prendra-t-elle appui ? La saine discrétion programmatique vire ici à de bien modestes conditionnels : "la réduction des inégalités économiques et la démocratisation de l'économie devraient représenter un progrès majeur en direction d'une société plus démocratique" (P. 287) ; le tout assorti de cette étrange espérance : "comme les seigneurs féodaux avant eux, les capitalistes peuvent se démoder" (p. 294) !

Peut-on enfin considérer comme entendus les échecs théoriques et pratiques du marxisme et des "constructions du socialisme" qui légitiment et *reconduisent* à la fois la social-démocratie, le libéralisme et ses retournements ? Une telle interrogation n'a rien d'académique. Dans son incongruité actuelle, qui n'a elle-même rien d'innocent, elle est lourde de sens. Qu'est-ce qui a échoué ? A supposer que l'on accepte l'indistinction du marxisme et des politiques qui se sont réclamées de lui, force est bien d'admettre ce constat brutal : on attendait les soviets, l'auto-organisation des travailleurs, la planification démocratique, le dépérissement de l'Etat, la paix ; on a eu l'Etat, la bureaucratie, le parti unique, le marché, la guerre, autrement et trop vite dit, des formes encore *bourgeoises* du pouvoir, de domination et d'inculcation. Mais laissons cette incise, dont il ne m'échappe pas combien elle est grosse de débats, pour dégager l'ultime question sous-jacente à cet ensemble de remarques : comment faire aujourd'hui l'économie d'une rupture ?

Si la situation de nos démocraties est bien celle qui m'apparaît, aucune pudeur théorique n'est fondée à l'écarter. Elle est au contraire incontournable, sauf à s'en remettre à l'ordre établi, à son empire idéologique et à ses résignations. Je n'en dirai que deux mots. Une précision, sans doute inutile : il est hors de question de renverser l'histoire, cette fois, en rêvant à des chemins non parcourus, ni de se réfugier dans l'abri de concepts-exorcismes. Une tâche : la rupture démocratique avec le capitalisme n'est pas seulement une nécessité, elle est également, compte tenu des prévisions et des projections dont nous disposons, dans le seul domaine

---

<sup>13</sup> "La politique, ou l'activité politique, n'est qu'une pratique parmi bien d'autres toutes différentes, et se distingue par son objet : le pouvoir. L'arène politique ou l'Etat, en revanche, constitue une des nombreuses et distinctes règles du jeu qui président à l'activité sociale, ou plus précisément, qui donnent leur régularité aux pratiques".

économique, une urgence. Ne soyons ni utopistes, ni volontaristes : la recette n'en est pas disponible. La révolution en Occident, comme voyait Gramsci, est proprement à inventer. Mais rien n'empêche, comme voulait Brecht, dont je suis parti, d'y travailler dès maintenant.

G. Labica 1988.